



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le

12 MARS 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DEFI GROUP

16, rue Denis Papin
ZI DE MITRY COMPANS
77290 Mitry-Mory

Références : E/25- **0630**
Code AIOT : 0006501796

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement DEFI GROUP implanté 16, rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action de vérification du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/DRIEAT/UD77/133 du 10 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEFI GROUP
- 16, rue Denis Papin ZI DE MITRY COMPANS 77290 Mitry-Mory
- Code AIOT : 0006501796
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de la société DEFIGROUP est un site soumis au régime de la déclaration pour des activités de travail mécanique des métaux (rubrique 2560). Le site dispose également d'un arrêté préfectoral d'autorisation (Arrêté Préfectoral n°99 DAI 2 IC 335 du 23 décembre 1999).

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/DRIEAT/UD77/133 du 10 septembre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Isolement	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	POI	Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 3.V.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	1 mois
5	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	1 mois
7	Réseau de collecte et eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis d'observer la mise en conformité de l'installation vis-à-vis de deux points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2024. Cependant, deux autres

points n'ont pas fait l'objet d'un traitement suffisant le jour de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs.</p>
Constats : <p>L'exploitant a procédé à un cycle de formation des serre-fils et guide-fils dans lequel ont été inclus des rappels concernant l'utilisation de l'obturateur manuel. Lors de ces formations, l'utilisation de l'obturateur automatique en cas de perte des utilités n'a pas été abordée. En complément, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer la date de la dernière vérification de l'obturateur automatique. Par courriel du 29 janvier 2025, l'exploitant a transmis un devis (non-signé) daté du 28 janvier 2025 pour une prestation de maintenance de l'obturateur automatique.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit inclure l'utilisation de l'obturateur automatique en cas de perte des utilités dans la formation de ses équipes. Par ailleurs, il doit transmettre un justificatif démontrant la vérification de l'obturateur automatique (facture, PV d'intervention...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/1999, article 3.V.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Présence et complétude
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2024

Prescription contrôlée :

Un plan d'opération interne (P.O.I) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, la population et l'environnement.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeur-pompier pour tester le POI

Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 14 janvier 2025, une version mise à jour de la fiche d'instruction sécurité nommée "EVACUATION INCENDIE et CONFINEMENT".

Celle-ci porte sur les actions à mettre en œuvre lors d'un incendie interne à l'établissement ou lors d'un confinement rendu nécessaire par un accident/incident au sein de la société Gazechim (Site SEVESO).

Le cas du confinement n'est abordé que par l'intermédiaire d'une situation accidentelle sur la société Gazechim et le point de départ des actions à entreprendre dépend de l'alerte envoyée par la société GAZECHIM aux personnes ressources de la société DEFI GROUP (Messieurs Randon et Madame Soobratty). Cependant, cette fiche ne mentionne pas l'existence de la société UNIVAR ni les actions à entreprendre en cas de situations accidentelles au sein de cette société. Le document ne mentionne pas non plus les alarmes de ces deux sociétés relatives aux situations accidentelles.

Concernant la distinction entre les alarmes incendies et les nécessités de confinement, la société rappelle dans son document que le site dispose de deux alarmes différentes et précise les particularités auditives de chacune.

En complément, l'exploitant a présenté le dernier rapport d'exercice qui mentionne des axes d'amélioration, notamment une difficulté à entendre l'alarme incendie à l'étage du bâtiment. L'exploitant indique qu'une action est en cours sur ce point.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir été contacté par la société UNIVAR depuis la dernière visite d'inspection du 30 mai 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revoir les procédures de sa fiche d'instruction afin d'intégrer les points suivants :

- les actions à réaliser en cas de sinistre sur le site SEVESO UNIVAR situé à proximité de DEFIGROUP ;
- une description des différentes alarmes pouvant être déclenchées par les sites voisins pour informer d'un danger ;
- en cas d'incendie ayant lieu sur le site, ajouter des éléments sur l'obturation des réseaux et l'information de la DRIEAT.

En complément, l'exploitant précisera les modalités de mise à disposition des personnels de ces instructions et transmettra les actions mises en place concernant les difficultés à entendre

l'alarme incendie à l'étage du bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis par courriel les éléments de la dernière vérification des installations électriques. Il ressort 56 observations (36 présentant un risque sur les personnes et 18 sur les machines).</p> <p>Par courriel du 4 février 2025, l'exploitant a transmis le tableau de suivi des non-conformités de ses installations électriques. Celui-ci précise que 17 points ont déjà fait l'objet d'une mise en conformité en date des 16, 20 et 21 novembre 2024 et des 10, 11 et 18 décembre 2024. Par ailleurs, 19 points concernent des équipements qui doivent être changés. Sur ce point, le responsable de la maintenance a indiqué lors de la visite que les éléments à changer sont actuellement recensés afin d'effectuer une commande globale. La mise en place de certains équipements nécessite une coupure électrique globale de l'installation qui sera opérée la prochaine fois en 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un programme de remise en conformité de ses installations électriques et fournir les justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité déjà effectués.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.</p>

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la mise en place de rétentions adaptées à l'intérieur du site et au niveau de la zone déchets sous les cuves d'huiles usagées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5

Thème(s) : Situation administrative, Présence d'un état des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir démarré un recensement des produits contenus dans l'ensemble des zones de l'installation. Pour cela il a demandé aux différents responsables de transmettre les produits et quantités associés présentes dans leur secteur. Les différentes listes ont été présentées à l'inspection des installations classées. Ces listes ne mentionnent pas les mentions de danger associées à chaque produit.

Le recensement global du site sera opéré à partir de l'outil SEIRICH qui doit faire l'objet d'une mise à jour prévue durant le mois de février.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit encore consolider ces éléments. Ce récapitulatif doit préciser les mentions de dangers de chaque produit. Par ailleurs, il doit veiller à mettre en place une mise à jour permanente des quantités stockées et disposer d'un plan récapitulatif indiquant les lieux de stockage et les risques spécifiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Amende

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15 et 18

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi en service des équipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2024

Prescription contrôlée :

Article 15

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans;
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;
- Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

[...]

Article 18

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet

d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;

- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 30 mai 2024 et par courriel du même jour, l'exploitant a transmis la liste de ses équipements sous pression. La liste comporte 24 réservoirs (contenus dans 10 presses) soumis à la réglementation. Le tableau recense les différents dates d'épreuve et les dernières inspections périodiques effectuées et à réaliser. Dans son rapport 9 juillet 2024, l'inspection des installations classées a noté que seuls 6 réservoirs (n° 5156, B18/01, 85456, 03201/1, 03201/4, 157900) avaient eu leur dernière réépreuve il y a moins de 10 ans. Par ailleurs, seuls 5 réservoirs (n° 5156, B18/01, 03201/1, 03201/4, 157900) avaient réalisé la dernière inspection périodique il y a moins de 4 ans.

Par courriel du 24 septembre 2024, l'exploitant a transmis l'offre du bureau de contrôle APAVE pour la vérification des différents ESP de la société.

Par courriel du 24 octobre 2024, l'exploitant a fourni les rapports de requalification de 12 réservoirs. Ces documents ne font pas mention ni des requalifications périodiques des réservoirs n°46232 (Presse n°28), n°46228 (Presse n°28), n°9716 (Presse 24), n°9715 (Presse n°24), n°9714 (Presse n°24) et n°9732 (Presse n°24), ni des inspections périodiques des Presses n°10 et n°17 et des réservoirs n°03201/1 et n°03201/4 de la Presse n°32.

Par courriel du 14 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que les Presses n°10, n°17 et n°24 avaient été supprimées. Par ailleurs, l'exploitant a transmis le rapport d'inspection périodique des réservoirs n°03201/1 et n°03201/4 de la Presse n°32.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué par courriel du 23 janvier 2025 que les réservoirs n°46232 (Presse n°28), n°46228 (Presse n°28) ne sont plus en fonctionnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre une liste à jour de ses équipements sous pression et transmettre le tableau de suivi actualisé des différents contrôles périodiques (date du précédent contrôle et date limite du contrôle suivant) de ces équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Réseau de collecte et eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte et eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p>
Constats : <p>Par courriel du 14 janvier 2025, l'exploitant a transmis un plan de ses réseaux. Ce plan ne comporte pas de légende rendant la lecture difficile. Sur ce plan, l'inspection note la présence de deux séparateurs d'hydrocarbures liés aux réseaux du second bâtiment (extension réalisée en 1999 lors du dossier d'autorisation d'exploiter) et à la zone de nettoyage des outils située à l'extérieur, à l'arrière du bâtiment. Les réseaux reliés au bâtiment historique, ayant bénéficié d'un récépissé de déclaration le 9 juillet 1990, ne dispose pas de séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir procédé au curage du séparateur d'hydrocarbures situé à l'arrière du bâtiment en 2024 mais n'a pas été en mesure d'indiquer quand avait eu lieu le dernier curage du séparateur d'hydrocarbures situé à l'avant du bâtiment.</p> <p>Concernant le réseau, celui-ci est bien de type séparatif. Par ailleurs, les eaux pluviales de toitures sont séparées des eaux pluviales réceptionnées au sol, sur les surfaces imperméabilisées.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra les derniers justificatifs de curage des séparateurs d'hydrocarbures de son installation. Il est rappelé que la fréquence de curage de ces dispositifs est, à minima, annuelle.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

